

13 septembre 2017

Politique - Nouvelle présidente du Département du Haut-Rhin

## L'ancrage rhénan de Brigitte Klinkert

**Pour Brigitte Klinkert, l'avenir de l'Alsace se joue davantage dans le sillon rhénan, avec ses voisins badois et suisses, qu'à l'ouest du Grand Est. Elle demande à l'État un droit à l'expérimentation avec une collectivité territoriale à statut particulier. Entretien.**



Brigitte Klinkert : « L'Alsace est aujourd'hui amenée à se tourner davantage vers l'ouest. »  
Photo DNA - N. Pinot

**- Piloter une majorité monolithique, est-ce un avantage ou un inconvénient ?**

« Ça se passe franchement très bien. Ce n'est pas parce que nous siégeons dans une même majorité que nous avons forcément toujours le même avis. Chacun s'exprime et nous trouvons une ligne directrice ensemble. »

**- La jeunesse figure parmi vos priorités. Pourquoi ?**

« Nous avons trois priorités : l'emploi, la jeunesse et l'Alsace. L'abstention est très forte aux élections, notamment chez les jeunes. Les Départements ont la responsabilité de l'entretien et des travaux dans les collèges, mais l'ouverture aux autres à travers la culture, le sport et les langues, l'épanouissement et le développement de leur conscience citoyenne doivent être notre ambition. Nous devons par exemple encourager les rencontres transfrontalières. La jeunesse est un acte de foi en l'avenir. »

**- L'emploi est « une exigence absolue », dites-vous. Ce n'est pas non plus une compétence départementale.**

« C'est vrai. Certes, le Département ne peut pas créer d'emplois ex-nihilo. Mais notre engagement au cœur des territoires nous apporte une connaissance fine des forces en présence. Nous pouvons dès lors mettre en relation des porteurs de projets créateurs d'emplois. Un autre élément important est le développement du multilinguisme : ce dernier multiplie par trois les chances pour nos jeunes d'accéder à l'emploi en Alsace, dans la région de Bâle et dans le Bade-Wurtemberg. Nos projets routiers peuvent aussi être priorités sur l'accès aux zones économiques. »

**- Tout cela avec des marges de manœuvre financières très étroites.**

« Concrètement, nous nous dirigeons vers 10 millions d'euros de nouvelles économies à faire chaque année. Nous nous sommes engagés sur une fiscalité maîtrisée et maintenue au plus bas. Nous devons poursuivre nos efforts de maîtrise des charges de fonctionnement et veiller malgré tout à maintenir des investissements soutenus. »

**- La coopération transfrontalière n'est-elle pas un vœu pieux dans pays aussi centralisé que la France ?**

« Je suis très pragmatique. Il est de notre devoir d'encourager les jeunes Haut-Rhinois à rencontrer leurs voisins parce que c'est en connaissant l'autre qu'ils auront envie d'apprendre leur langue. Il existe pour cela des microprojets dans le cadre d'Interreg, avec des financements possibles. L'Alsace a de la chance d'avoir des régions voisines qui sont parmi les plus prospères en Europe. »

**- Depuis votre élection, on vous a découvert très sévère à l'encontre du Grand Est. Pourquoi ?**

« Ce n'est pas une critique mais un constat. Et ceux que j'ai surpris ne connaissaient pas ma position. En 2013, j'avais ardemment milité pour le Conseil d'Alsace. Le retour à une collectivité territoriale d'Alsace est un chantier prioritaire. Notre région dispose d'une géographie, d'une histoire et d'une culture qui lui sont propres. Elle interagit naturellement avec le Bade-Wurtemberg et la région de Bâle. À l'évidence, notre destin se joue en nous tournant davantage vers ces deux voisins, très en attente. Cette ouverture vers l'espace trinational doit être prise en compte dans nos propositions pour l'organisation politique de l'Alsace que nous espérons.

En février dernier, les deux Départements ont adopté une motion en faveur d'une assemblée territoriale d'Alsace. Aujourd'hui, je souhaite entreprendre des démarches pour obtenir, au plus haut niveau, un accord de principe sur une organisation politique propre à l'Alsace pour 2021. En attendant, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin poursuivront et amplifieront le rapprochement de leurs politiques. L'intergroupe de la majorité départementale se réunira en octobre pour réfléchir à l'avenir de l'Alsace. La clé de la réussite reposera sur la capacité des élus, des forces vives et de tous les Alsaciens à se retrouver ensemble autour d'un projet porteur d'avenir et de meilleure efficacité de l'action publique. »

**- Quelle option a votre préférence : une sortie du Grand Est et la construction d'une collectivité unique ou une collectivité territoriale à statut particulier au sein du Grand Est ?**

« Ma préférence va clairement à une collectivité territoriale à statut particulier. Ce qui me tient à cœur, ce n'est pas un retour à l'Alsace, mais construire un projet innovant et expérimental en lien avec nos voisins badois et suisses. Si nous proposons un tel projet, nous pouvons avoir une écoute du président de la République et du Premier ministre. »

**- Dans le Grand Est ou en dehors ?**

« L'Alsace est aujourd'hui amenée à se tourner davantage vers l'ouest. Or, si l'Alsace a droit à l'expérimentation, elle pourra travailler avec ses voisins, et c'est l'Alsace mais aussi la France qui seront gagnantes. »

*Interview intégrale et vidéo à voir sur [dna.fr](http://dna.fr)*